

**PARCE QUE LE DIALOGUE AVEC LA TUTELLE N'A PAS ABOUTI****Les praticiens spécialistes réinvestissent la rue**

**Le ministre de la Santé qui plaide, dimanche dernier, les vertus du dialogue pour calmer la colère sociale, a visiblement déçu les praticiens de la santé qui ont décidé de renouer avec la protestation puisque les négociations avec les autorités n'ont pas abouti.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le soir)** - La conférence prévue hier à 11h au siège du Syndicat national des praticiens de santé publique, sis à la rue Victor-Hugo (Alger-Centre), n'a commencé qu'une demi-heure après l'horaire prévu. «J'ai dû me déplacer et intervenir pour faire hospitaliser un proche», a déclaré le D<sup>r</sup> Lyès Merabet, président dudit syndicat, en s'excusant pour le retard. «Les interventions pour les hospitalisations sont monnaie courante, surtout au niveau des services spécialisés. Ce n'est pas normal ! Et pourtant, on ne cesse de parler de réformes, rien n'a été réglé !», a-t-il précisé.

Le SNPSP a rompu avec la protestation depuis un an. Après la tenue de son conseil national le 14 avril, la décision de renouer avec les manifestations a été prise puisque les discussions avec la tutelle n'ont pas abouti. Deux rassemblements sont prévus dans les prochains jours. Le premier



Les praticiens renouent avec la protesta.

sera tenu demain devant le ministère de la Santé (à 11h) et le second le 28 avril devant le Palais du gouvernement (11h). A la question d'une journaliste sur l'interdiction des rassemblements, le D<sup>r</sup> Lyès Merabet a répondu par une question : «Qu'est-ce qui est autorisé dans ce pays ?»

Dès son installation à la tête du

ministère de la Santé, de Population et de la Réforme hospitalière, Ould Abbès avait promis à maintes reprises, devant le Sénat, l'Assemblée populaire nationale, prenant à témoins les médias, de prendre en charge les revendications des praticiens et de régler définitivement leurs problèmes. Un an plus

tard, après plusieurs rencontres de travail, le syndicat constate amèrement que la situation n'a pas changé et qu'elle risque de ne pas évoluer. En février dernier, deux avant-projets relatifs au statut particulier et au régime indemnitaire, les deux principales revendications, avaient été finalisés par la commission mixte mise en place à cet effet. Soumis au comité ad hoc, chargé de les valider, les syndicalistes ont été surpris d'apprendre que le débat n'a même pas été ouvert au niveau de cette institution. «A la Direction générale de la Fonction publique, on nous a affirmé que ce n'est pas à l'ordre du jour et que des instructions doivent venir d'en haut. Ces responsables nous ont dit qu'ils ont d'autres priorités», a expliqué, consterné, le D<sup>r</sup> Lyès Merabet. Après 45 jours d'attente, les délais ont été largement dépassés. Le syndicat estime qu'il a été trop conciliant et qu'il a opté pour une démarche qui n'a pas abouti. «On pensait qu'Ould Abbès allait régler nos problèmes. Apparemment, les gens qui ont manifesté dans la rue, qui ont cassé et brûlé ont été entendus. Nous allons sortir dans la rue pour dire que nous maintenons nos revendications», a-t-il souligné, en se demandant pour-

quoi le ministre les a-t-il engagé dans un processus qu'il savait stérile.

Enfin, le conseil national extraordinaire, prévu le 5 mai à Alger, compte voter le mot d'ordre de grève et éventuellement d'autres formes de protestation, dit-on.

I. B.

**LES ÉTUDIANTS EN PHARMACIE MAINTIENNENT****LA GRÈVE****Sit-in aujourd'hui devant le ministère de l'Enseignement supérieur**

De nombreux étudiants en pharmacie ont observé hier un rassemblement à la Faculté centrale. Bloqués par les agents de l'ordre, ils sont restés à l'intérieur de l'établissement universitaire et ont scandé des slogans hostiles. «Nous reconnaissons la bonne volonté des autorités à régler nos problèmes mais nous voulons un échéancier et des décisions concrètes», a indiqué Rachid, un délégué des étudiants. Réunis pendant quatre heures en assemblée générale, les étudiants ont voté à l'unanimité le maintien de la grève dans le département de pharmacie d'Alger. «Certes, la plupart de nos recommandations ont été prises en compte durant les travaux de la Conférence nationale des doyens des facultés de médecine mais la tutelle n'a pas avancé de date, pas de noms, nous n'en savons rien», a-t-il précisé. Les étudiants comptent se rassembler aujourd'hui devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour maintenir la pression. «Il y a une volonté de résoudre nos problèmes. Nous avons eu des promesses mais aucune décision concrète», a souligné Rachid, affirmant qu'une autre assemblée générale est prévue jeudi prochain pour évaluer la situation et décider des éventuelles mesures à prendre.

Dimanche dernier s'était ouverte à Alger la Conférence nationale des doyens des facultés de médecine pour examiner les revendications des étudiants des différentes spécialités des sciences médicales. Des représentants d'étudiants en médecine, pharmacie et chirurgie dentaire et des médecins résidents ont participé à cette rencontre de deux jours, tenue en séance extraordinaire. Les rapports des quatre ateliers mis en place ont été adoptés à l'unanimité lundi. Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a affirmé que la concrétisation de ces recommandations se fera dans les plus brefs délais. Parmi les recommandations annoncées, la réforme totale des études en pharmacie, la mise en place d'une commission mixte pour mettre en place les mesures transitoires, la dotation des départements de moyens adéquats, l'extension des stages, l'amélioration de la qualité...

«Le seul point qui n'a pas été résolu concerne la nouvelle classification de la spécialité. Nous demandons de passer de la catégorie 13 à 16. Le ministre a refusé de se prononcer sur la question. Ça ne nous arrange pas aussi», a expliqué le délégué des étudiants. Le 26 avril, une rencontre sera tenue pour examiner les modalités d'application de ces recommandations.

I. B.

**ILS REFUSENT LE NOUVEAU MODE DE RÉPARTITION DES POSTES****Sit-in des médecins titulaires d'un DEMS**

**A l'appel du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), les médecins et pharmaciens résidents titulaires d'un DEMS (diplôme d'études médicales spécialisées) ont tenu, hier, un rassemblement de protestation devant le siège du ministère de la Santé. L'origine de leur colère : les nouvelles modalités de répartition des postes de spécialité en santé publique.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - La tension dans le secteur de la santé n'est pas près de diminuer. La dernière note du ministère de la Santé, informant du nouveau mode de répartition des postes des praticiens spécialistes assistants titulaires du DEMS de la session de décembre 2010, n'a fait qu'exacerber la colère des intéressés. Ces derniers se retrouvent à choisir leur affectation sur la base d'une fiche de vœux.

Le postulant doit faire son choix entre cinq wilayas avant le 30 avril prochain.

A l'appel du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), ils étaient plusieurs centaines à se rassembler, hier matin, devant le ministère de la Santé. Ils refusent ces nouvelles modalités «opaques et non transparentes» et demandent de revenir à l'ancien système. Soit procéder aux affectations en séance plénière avec le droit d'accès à la liste effectif des postes. «Sous quels critères vont-ils procéder pour décider du choix des postes ? s'interrogent les contestataires.

«Les affectations ne se feront plus par ordre de mérite comme c'était le cas auparavant. Cette mesure va ouvrir la voie au favoritisme», a dénoncé le D<sup>r</sup> Boudiaf, fraîchement titulaire d'un DEMS. Une délégation de médecins a été reçue dans la matinée par le département d'Ould Abbès.



Les titulaires du DEMS manifestent leur ras-le-bol devant le ministère d'Ould Abbès.

Les protestataires refusent d'accepter le fait accompli alors qu'à partir de la fin du mois en cours, ils n'auront ni poste ni salaire. Ni d'ailleurs un diplôme pour aller travailler ailleurs. Le médecin titulaire d'un DEMS doit d'abord accomplir son service civil avant d'avoir son diplôme.

«Pourquoi ils nous retiennent en otages, nous n'avons pas le droit de retirer nos diplômes jusqu'à la fin du service civil», dénoncent les protestataires. Ces derniers rappellent qu'ils n'ont jamais refusé d'aller travailler dans les zones enclavées. Leur

condition : bénéficier de moyens incitatifs. Un salaire décent et un plateau technique pour pouvoir mener à bien leur mission. «Que peut faire un chirurgien dans un service sans un bloc opératoire ?», se demandent les manifestants. Après 15 ans d'études en sciences médicales, ils se retrouvent à faire de «l'orientation», diriger les malades vers les structures des grandes villes.

Un ras-le-bol général que les médecins résidents ont tenu à manifester. Seront-ils écoutés ?

S. A.

**CONFÉRENCE NATIONALE DES DOYENS DES FACULTÉS DE MÉDECINE****Le satisfecit des médecins résidents**

**Les médecins résidents sont satisfaits des résultats de la Conférence nationale des doyens des facultés de médecine qui s'est déroulée, à Alger, dimanche et lundi derniers. Leurs revendications liées au volet pédagogique ont été satisfaites, a indiqué le délégué du Collectif des médecins résidents algériens (CAMRA).**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a visiblement réussi à apaiser la colère des médecins résidents. Une partie de leurs revendications liées au volet pédagogique a été prise en charge lors de la pre-

mière Conférence nationale des doyens des facultés de médecine. C'est ce qu'a affirmé, hier, le D<sup>r</sup> Illès, délégué des médecins résidents.

Tenue à Alger dimanche et lundi derniers, cette conférence a regroupé les doyens des facultés de

médecine au niveau national, leurs assistants pédagogiques et ceux chargés des études supérieures ainsi que les enseignants.

Le D<sup>r</sup> Illès a souligné que la prime d'allocation d'études pour les médecins en post-graduation a été augmentée de l'ordre de 12 000 DA, au lieu de 4 000 DA actuellement. Cette allocation n'a pas été revalorisée depuis 1996, a précisé le délégué des résidents. Les médecins résidents ont bénéficié pour la pre-

mière fois d'une prime de documentation de l'ordre de 2 000 DA. Reste la question des examens intercalaires.

Le D<sup>r</sup> Illès a indiqué qu'une réunion regroupera l'ensemble des présidents des comités pédagogiques avec le doyen de la faculté d'Alger et les délégués du CAMRA les 26 et 27 du mois en cours, pour trouver une solution au dossier.

S. A.